

1. Thématique: transformation/raffinage des denrées alimentaires dans sa propre ferme

Problématique:

À cause de la baisse des prix et pour pouvoir survivre, beaucoup d'exploitations et de producteurs privilégient la stratégie de transformer et commercialiser les produits bruts eux-mêmes dans leur propre ferme et ainsi gagner en proportion et importance au sein de la chaîne de création de valeur. Cette stratégie améliore non seulement considérablement leurs revenus, mais aussi l'assimilation d'un savoir lié au secteur de la transformation. Les agriculteurs se détachent ainsi de leur activité initiale principale qu'est la production et qui jouit de moins en moins d'estime. Ils ont en conséquence aussi moins de temps pour approfondir leur savoir-faire dans le domaine de la production primaire. Ce qui, en vue des multiples défis auxquels leur savoir-faire doit faire face (changement climatique, érosion et fertilité des sols, gestion des engrais, biodiversité et résistance des espèces, bien-être animal, etc.), serait pourtant grandement nécessaire.

Questions:

- 1.) À l'aide de quelles stratégies les producteurs peuvent-ils aborder ce problème? Est-ce que cela passe par le regroupement de la production et de la transformation de haute qualité sous un même toit ?
- 2.) Est-il judicieux que les fermes mettent en place leurs propres boulangeries, fromageries ou moulins ou est-ce qu'une coopération renforcée avec les commerces locaux (dans la mesure de leur existence) et la promotion de ces derniers serait plus approprié? (Création de coopératives et de chaînes de production d'économie solidaire). Y'a-t-il encore d'autres possibilités?

2. Thématique du cadre juridique: normes d'hygiène et aménagement du territoire

Problématique:

Bien que du côté des politiques agricoles les agriculteurs soient appelés à innover et agir de manière entrepreneuriale, les directives en termes d'aménagement du territoire et les mesures d'hygiène entravent particulièrement un tel comportement. Lorsque les agriculteurs veulent procéder à une valorisation de leurs produits dans la ferme et se lancent dans la construction et la mise en œuvre des infrastructures nécessaires, ces dernières sont alors massivement entravées par certaines exigences légales. Beaucoup de ces prescriptions sont adaptées aux moyens et aux besoins de l'industrie manufacturière en aval. Par leurs hautes exigences et leur complexité, ces dernières sont d'un point de vue financier difficilement supportables pour les exploitations agricoles ou les commerces locaux de valorisation et ne peuvent donc pas être mises en œuvre.

Questions:

1. Quelles sont les lois qui empêchent une valorisation de produits bruts par les agriculteurs eux-mêmes et/ou les commerces locaux traditionnels dans votre pays?
2. Les exploitations agricoles voulant transformer elles-mêmes leurs produits ou les petits commerces de transformation devraient-ils bénéficier de propres prescriptions dans le domaine de l'aménagement du territoire et de l'hygiène ? (différentes de celles de l'industrie) Si oui, lesquelles?

3. Thématique: subventions agricoles

Problématique:

Bien que les subventions agricoles aient été évaluées diversement selon les interlocuteurs, aucun des acteurs n'a semblé satisfait par les pratiques actuelles. Ceux-ci ont entre autres critiqué le fait que la majeure partie des subventions sont distribuées en mesure des surfaces de l'exploitation, selon le principe de l'arroser et pas assez en fonction de la qualité et l'intensité de travail effectives que fournissent les agriculteurs/trices. D'un point de vue général et par leur orientation grossière, les subventions promeuvent donc toujours encore le changement structurel volontaire selon la devise du croître ou mourir („wachse oder weiche“) et répondent ainsi aux besoins de grandes entreprises hautement spécialisées et technologiques ou des industries manufacturières. Celles-ci permettent de maintenir les prix à un bas niveau de sorte que les coûts de production des producteurs ne peuvent en règle générale plus être couverts. En outre, force est de constater que malgré les directives communes de AP, resp. PAC l'agriculture écologique est promu très différemment selon la région (d'après le règlement de mise en œuvre de Bundesländer, Régions, etc.) et que partout la culture maraîchère n'est soutenue que très marginalement.

Questions:

- 1.) Etant donné que la mise en pratique actuelle des subventions et de la politique de prix entrave le changement vers une agriculture écologique, quelles sont celles qui rendent également possible une existence à long terme pour les producteurs ?
- 2.) Est-ce que plus aucune subvention ne devrait être versée ?
- 3.) Quel type de subventions seraient pertinent pour un changement nécessaire de paradigme et une écologisation fondamentale à grande échelle au sein de l'agriculture ?

4. Thématique: formation des prix

Problématique:

Beaucoup d'exploitations orientées vers l'économie solidaire ne commercialisent pas uniquement leurs produits à travers les parts de récoltes (ACP/CSA) mais par divers canaux, principalement par la vente directe. Par conséquent, elles considèrent aussi dans une certaine mesure les prix standards recommandés pour la vente directe de produits bio lors de la fixation des prix. Le but d'obtenir des prix reflétant la vraie valeur des denrées alimentaires et couvrant les coûts de production est général à toutes les initiatives. Pourtant, malgré une solidarité entre producteurs et consommateurs. Malgré la solidarité entre producteurs et consommateurs, il existe pourtant une certaine « limite du supportable » en termes de disposition à payer de la part des consommateurs. On assiste aussi à des comparaisons de prix avec d'autres prétendus abonnements régionaux qui se rependent rapidement et le commerce en gros, dont les prix sont fixés de manière non-transparente. De plus, et c'est bien connu, ces prix ne reflètent pas, les coûts externalisés.

Questions:

1. Quelle est la situation en termes de transparence dans la formation des prix des denrées alimentaires dans vos pays respectifs ?
2. Est-ce que des initiatives d'économie solidaire (et avec ceci il n'est pas seulement question d'exploitations CSA) peuvent vraiment fixer des prix pour les produits isolés indépendamment de la réalité des coûts ?
3. Comment est-il possible d'aboutir à une véritable transparence des coûts et de la formation des prix pour des produits agricoles ?

5. Thématique: agriculture biologique et labels

Problématique:

Bien que beaucoup d'interviewés aient recours au plus courant label bio officiel de leur pays respectif, ils ne se sentent pourtant parfois plus correctement représentés par les organisations normatives comme Biosuisse par exemple. Il a entre autres été critiqué que les exigences des labels soient toujours plus assouplies et que l'impact sur le développement futur de l'agriculture biologique serait significativement influencé par le commerce de gros et plus adapté aux besoins de ce dernier. À travers cette dilution des labels, des produits industriels de masse, ne remplissant que les exigences minimales du procédé de production sont souvent mis sur un pied d'égalité et confondus avec des produits à plus haute valeur qualitative et souvent plus onéreux. Le bio est ainsi réduit à une simple méthode de procéder.

Questions:

1. Percevez-vous des nécessités d'agir au sein des organisations bio déterminantes dans vos pays respectifs et si oui, lesquelles ?
2. Est-ce que des exigences plus rigoureuses que jusqu'à présent devraient être remplies lors de l'attribution d'un label bio ?
3. Voyez-vous des alternatives au label bio, du moins à l'échelle locale, comme par exemple Participatory Guarantee Systems ou d'autres labels ?

6. Recherche et formation dans le domaine de l'agriculture biologique

Problématique:

Les possibilités de formation et de recherche dans le domaine de l'agriculture biologique ont été jugées, avec quelques nuances, insuffisantes dans tous les pays. Dans le domaine de la formation, il y a beaucoup d'endroits où il n'y a pas encore d'offres continues pour ce qui est de l'agriculture biologique. La thématique est certes abordée au sein des formations conventionnelles prédominantes, mais souvent de façon marginale. Un changement de paradigme au sein de l'agriculture aurait également besoin d'une pondération différente de l'importance de l'agriculture biologique. De plus, cela nécessiterait aussi une recherche plus fournie dans les stratégies d'adaptation concernant le changement climatique (entre autres la pénurie d'eau), la diversité des espèces et la résilience tout comme des études comparatives sur la qualité du produit biologique ou conventionnel (teneur en nutriments, dont les micronutriments, résidus de contaminants, etc.).

Questions:

1. Comment jugez-vous de l'offre de formation en agriculture biologique dans vos pays ?
2. Si insuffisante, Quelles sont les mesures nécessaires afin d'améliorer la situation ?
3. Comment jugez-vous l'intégration de stratégies d'économie solidaire au sein de la formation agricole ?
4. Où voyez-vous des thématiques ou des lacunes importantes dans le domaine de la recherche sur l'agriculture écologique et aussi sur l'économie solidaire?